

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT QUENTIN

SAINT QUENTIN, le
06 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DSP France SAS

RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE
B.P. 48
02300 Chauny

Références : DSP23-410
Code AIOT : 0005100190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement DSP France SAS implanté rue des grands navoirs prolongée à Chauny (02300).

L'inspection a été annoncée le 05/07/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DSP France SAS - rue des grands navoirs prolongée - BP 48 - 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans la fabrication de résines échangeuses d'ions sous forme de billes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
3	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 5.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Code de l'environnement article L.541-1.1	/	Sans objet
4	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 5.1.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur des substances spécifiques : les acides sulfuriques résiduels.

Il s'agit de sous produits dont la valorisation est possible en France, alors que leur valorisation hors du territoire leur donne une dénomination de déchets, soumis à consentement préalable.

L'exploitant choisi la destination de ces substances en fonction des coûts engendrés.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.541-1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Au sens du présent chapitre, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déchets : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se débarrasser ; • Réemploi : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ; • Réutilisation : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau ; • Recyclage : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de « remblayage » ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage ; • Valorisation : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a porté sur le suivi des acides sulfuriques résiduaire issus du processus de production de DSP. Ceux-ci sont expédiés sur plusieurs sites situés en France ou en Allemagne, et sont en tout ou partie valorisés.</p> <p>L'avis publié au journal officiel du 13/1/2016 mentionne ceci :</p> <p><i>"une substance ou un mélange, au sens des règlements REACH et CLP, élaboré dans une installation de production qui utilise pour tout ou partie des déchets comme matières premières, n'a pas le statut de déchet quand cette substance ou ce mélange est similaire à la substance ou au mélange qui aurait été produit sans avoir recours à des déchets. Dans ces différents cas, on parle alors de sortie « implicite » du statut de déchet (SSD). De telles substances, mélanges, articles ou assemblages d'articles produits par une installation de production utilisant des déchets en substitution de matières premières doivent alors respecter les dispositions des règlements REACH et CLP."</i></p> <p>Cet avis ne vaut que pour le territoire national.</p> <p>Ces acides résiduaire ont le statut de déchets dès lors que l'exploitant s'en défait et sont par conséquent soumis à l'obligation de traçabilité de la réglementation déchets (L541-7 et R541-43 du CE). Le registre des déchets sortant du site doit donc tracer les expéditions de ces acides résiduaire.</p> <p>La SSD implicite intervient après réception des acides résiduaire sur l'installation destinataire au moment où ces matières premières alternatives sont utilisées dans le processus de production, si et seulement si cette installation est une ICPE de production au sens de l'avis au JO et si cette installation de production qui valorise les acides résiduaire dans son processus de production est implantée sur le territoire français.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »; – la quantité par nature du déchet ; – le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; – le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>[...]</p> <p>IV. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement relève du Règlement n° 166/2006 du 18/01/06 (concernant la création d'un registre E-PRTR) via le point I b / 4 (Industrie chimique) a) viii) matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques et fibres à base de cellulose).</p> <p>Le site réalise bien la déclaration de ses rejets et transferts de polluants dans l'application GEREP. L'inspection rappelle la mise en révision (le 7/7/2023) de la dernière saisie, une explication étant attendue sur la teneur aberrante du rejet en formaldéhyde par la STEP depuis 2020 (2023-Obs-01).</p> <p>En 2022, ont été déclarés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12156 t de déchets dangereux - 9597 t de déchets non dangereux (le détail des déchets relevant du code 070199 est à communiquer)(2023-Obs-02) <p>Les acides sulfuriques résiduels valorisés sur le territoire Français peuvent sortir du statut de déchets à l'issue de ce processus (cf. constat n°1). Dans l'attente, ces acides résiduels restent toutefois des déchets et doivent être comptabilisés dans l'application GEREP. Les acides expédiés à l'étranger sont également des déchets et doivent à ce titre être comptabilisés dans l'application GISTRID (avec mention du numéro d'information ou de notification) (2023-Obs-03).</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de suites : réponse attendue sous 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant oriente les déchets produits dans les filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p>Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.</p>
<p>Constats :</p> <p>DSP nous a indiqué que la valorisation de ses acides sulfuriques résiduels est réalisé au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> * à l'exportation, vers l'Allemagne, avec 4 consentements datant de mai ou juin 2023 (valides un an), pour des opérations de recyclage / récupération, ou régénération ; les consentements communiqués n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection ; * en France, vers 2 sociétés destinataires de ces "déchets" : <ul style="list-style-type: none"> - ADISSEO (38370) fonctionne sous le couvert d'un arrêté préfectoral notamment au titre des rubriques n°2770 (Installation de traitement thermique de déchets dangereux) et 3520 (Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets) ; - SOLVAKEM (60350) et FERTINAGRO (40290), qui ne sont pas autorisés pour le transit et le regroupement de déchets, ou pour stocker de l'acide sulfurique (régime de déclaration fixé à 10t au titre de la rubrique n°4610)(2023-NC-1). <p>La société DSP doit s'assurer que l'entreprise finale a une activité autorisée à cet effet au titre du code de l'environnement, et clarifiera le cas SOLVAKEM / FERTINAGRO.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suites
Proposition de suites : réponse attendue sous 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 5.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou non dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère dangereux ou non des produits et déchets présents sur son site et qu'à chaque instant la nature et la quantité de ceux-ci respectent les exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité maximale des produits dangereux présents sur le site est limitée à 700 t (acide sulfurique résiduaire) <p>[...]</p> <p>Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux ou les déchets dangereux ou non que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit. Pour ces produits ou déchets, l'exploitant doit être en mesure de justifier par des éléments probants de la réalité de leur vente potentielle ou enlèvement à coût nul.</p> <p>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs au coût d'élimination des déchets dangereux engendrés par l'exploitation de ses installations (factures notamment).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 6 cuves de 50 m³, dédiées au stockage des acides sulfuriques résiduaires, soit 510 t d'acides.</p> <p>Le seuil de 700 t prescrit par l'arrêté d'autorisation est bien pris en compte par l'exploitant.</p> <p>Lors de l'inspection, l'état des stocks des produits dangereux comptabilise 151 m³ d'acides sulfurique résiduaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet